

<http://larcenciel.be/spip.php?article1059>



L'euro alimente-t-il le populisme ?

- TRACES DU FUTUR - Vie en société. Les enjeux de la nouvelle économie -



Date de mise en ligne : dimanche 14 avril 2019

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

Une opinion de Bruno Colmant, La Libre, dimanche 14 avril 2019

"Un vent piquant se lève sur nos économies. La crise populiste que nous traversons signe la fin du XXe siècle. Derrière nous, il y a un choc bancaire et des dettes publiques. Devant nous, une économie atone qui vieillit mal sous des tourments populistes. Pour peu, on dirait qu'une fine couche d'amertume s'est déposée sur l'Europe, revêtant de gris la couleur des rêves monétaires."

Certains responsables français et italiens établissent un rapport entre l'euro et le populisme qui affecte certains États. Dans ces pays, des partis réfutent la monnaie unique, comme si c'était une monnaie imposée à des vassaux économiques. Mais, même en Allemagne, le populiste AfD (*Alternative für Deutschland*), qui deviendra peut-être le deuxième parti politique allemand, est résolument opposé à l'euro.

Existe-t-il un rapport entre l'euro et la rancœur sociale ? C'est très difficile à affirmer car les rapports entre les expressions monétaire et sociale sont complexes et ténus.

Cela étant, l'erreur de jugement des concepteurs de l'euro est d'avoir cru que les paramètres sociaux et capitalistiques s'ajusteraient spontanément à une monnaie qui serait elle-même la moyenne pondérée des forces relatives des économies des États-membres. Cela ne s'est évidemment pas passé, d'autant qu'une moyenne pondérée conduit, en termes monétaires, à favoriser les pays forts et à accabler les pays faibles. La divergence entre les économies européennes s'est d'ailleurs accrue depuis 1999.

De surcroît, pendant des années, la Commission Européenne s'est obstinée dans des politiques de rigueur budgétaire dont on jugera qu'elles auront peut-être été une erreur d'appréciation au milieu d'une récession. Alors qu'il fallait relancer la croissance économique, la consommation intérieure et les investissements publics en pleine crise économique, la Commission a persévéré dans la contraction des déficits et des endettements publics malgré que ces derniers puissent être financés par des taux d'intérêt historiquement bas. On le voit d'ailleurs aujourd'hui : les États sont empêchés de mettre en œuvre leurs investissements d'infrastructure, et notamment énergétiques ou climatiques, par l'endettement. C'est une hérésie.

Les programmes d'austérité et l'ascétisme monétaire ont d'ailleurs conduit au bord d'un abîme de désinflation, c'est-à-dire le pire des scénarios de grippage de l'économie. C'est tellement évident que la gigantesque création monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) n'a réussi à créer ni inflation, ni croissance. L'objectif d'une inflation de 2 % semble, à nouveau, inatteignable alors que les perspectives de croissance s'affaissent irrémédiablement. Cette persévérance des politiques d'austérité, certes assouplie depuis trois ans néanmoins, va peut-être se terminer dans le sud de l'Europe, dont la France, dans des heurts sociaux. Ou plutôt, elle va se terminer aux dépens de ceux qui la préconisent. Et même dans les États-membres du Nord européen, il faut faire attention : on ne soldera pas sans pleurs un modèle qui est à l'origine d'une immense dette publique. Du reste, il y a un invariant économique : il est impossible de conserver l'intangibilité du prix d'une monnaie (c'est-à-dire le taux d'intérêt) lorsque les forces et les contingences dont elle doit assurer les équilibres sont en voie de changement.

Ces risques avaient été parfaitement identifiés. Alexandre Lamfalussy (1929-2015), considéré comme le père de l'euro, avait identifié ce qui allait apparaître comme les failles béantes d'une œuvre inaccomplie. Voici ce qu'il prophétisait à Washington, en octobre 2001, soit quelques mois avant l'introduction des pièces et des billets libellés en euros : *'L'Europe a grand besoin de politiques réformistes plus imaginatives et courageuses dans le domaine de la fourniture afin d'améliorer le taux de progression de son potentiel de croissance. L'organisation actuelle du volet*

économique ne me semble pas capable de relever ces défis. Je ne plaide pas pour un gouvernement européen, mais un vaste éventail de possibilités existe certainement entre cette option et les accords de coopération actuels, qui peuvent être considérés au mieux comme lents et excessivement compliqués et au pire comme fondamentalement inefficaces'.

Si la zone euro porte en elle la contraction de son propre projet, et cette dernière est aggravée par des endettements publics en croissance et l'impossibilité de procéder à des dévaluations internes ou à des stimulations de consommation intérieure, alors une adaptation idéologique postulant que le but de l'euro est la croissance de l'emploi, voire le plein-emploi, est nécessaire. En effet, le capital, c'est-à-dire la pérennité du symbole monétaire, a jusqu'ici prévalu sur le travail. Il faudrait désormais rééquilibrer l'importance de ces facteurs de production dans la gestion de la monnaie, à tout le moins pour partie, dans le sens d'une revalorisation du facteur travail. Cela suppose une modification structurelle du mandat de la BCE ainsi qu'un alignement des politiques économiques. L'idée n'est pas irréalisable : les États-Unis ont structuré leur politique monétaire en ce sens. Il s'imposerait par ailleurs de mettre en œuvre, de manière circonstancielle, des politiques keynésiennes de stimulation de la demande (susciter une relance économique en sous-optimalisant l'équilibre de l'économie) tout en élargissant le mandat de la BCE, ajoutant à l'arc de sa politique monétaire, la corde du niveau d'activité économique en plus de celle de la sacro-sainte limite du taux d'inflation.

Quoi qu'il en soit, un vent piquant se lève sur nos économies. La crise populiste que nous traversons signe la fin du XXe siècle. Derrière nous, il y a un choc bancaire et des dettes publiques. Devant nous, une économie atone qui vieillit mal sous des tourments populistes. Pour peu, on dirait qu'une fine couche d'amertume s'est déposée sur l'Europe, revêtant de gris la couleur des rêves monétaires. Il est difficile d'esquisser l'avenir, mais l'aggravation des tensions idéologiques est plausible, opposant le travail, dont la quantité disponible se réduit, au capital, lui-même agrippé à une monnaie trop forte.

Un choc pourrait impacter nos communautés. Le caractère inéluctable de celui-ci tient aux déséquilibres majeurs accumulés dans nos économies et au désordre qui y règne. Cette intuition ne découle pas d'un sentiment de déclin, mais plutôt de la prise de conscience qu'une économie globalisée sera nécessairement soumise à d'amples volatilités.

Et finalement, je crains, contrairement à la pensée établie, que le risque qui affecte l'euro ne vienne pas des pays qualifiés de faibles (France et pays méditerranéens) mais peut-être d'Allemagne. En effet, le ralentissement de l'économie européenne va inmanquablement gonfler les déficits budgétaires et les endettements publics. À un certain moment, la BCE sera sollicitée pour réactiver la presse à billets, comme elle l'a fait entre 2015 et 2018. Cette opération a conduit à créer des euros pour le montant astronomique de 2 600 milliards d'euros. La question est de savoir si la BCE s'engagera à nouveau dans cette voie, qui sera pourtant d'autant plus indispensable que la pression politique et sociale s'intensifie, sous forme de revendications populistes, dans un contexte d'usure de crise. Si la BCE s'y refuse, un schisme monétaire est plausible. La question est de savoir quel crédit l'Allemagne (qui veut absolument conquérir la présidence de la BCE) donnera encore à l'euro. Cette devise lui fut imposée comme le dernier dommage de guerre de Yalta afin de recouvrer sa souveraineté territoriale. L'Allemagne dut troquer sa tutelle monétaire comme prix de la restitution de son unité géographique. Mais, pour l'Allemagne, l'euro se transforme peut-être en Traité de Versailles de 1919. À l'époque, la France avait dit : l'Allemagne paiera. On connaît la suite.

Bruno Colmant

<https://www.lalibre.be/economie/libre-entreprise/l-euro-alimente-t-il-le-populisme-5caf203d9978e26333860cfc>

Post-scriptum :

L'euro alimente-t-il le populisme ?

Bruno Colmant est Maître en Sciences Fiscales (ICHEC) et Docteur en Economie Appliquée (Solvay, ULB).

Il est professeur à la Vlerick Management School, à l'UCL, à l'Ecole de Commerce Solvay (ULB) à l'ICHEC et aux Facultés Saint-Louis.

je trouve souvent stimulante sa façon de voir dans les points de vue qu'il publie.

Les passages soulignés en brun sont de mon initiative.